

Service Risques
44, rue de Tournai
CS 40259
59 019 LILLE Cedex

Lille, le 15 Septembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HEMPEL (France) SAS

5 RUE DE L'EUROPE
BP 30407
60149 Saint-Crépin-Ibouwillers

Références : IC-R/0362/23-MB/SL
Code AIOT : 0005101525

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/08/2023 dans l'établissement HEMPEL France implanté 5 rue de l'Europe BP 30407 60149 Saint-Crépin-Ibouwillers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HEMPEL France
- 5 rue de l'Europe BP 30407 60149 Saint-Crépin-Ibouwillers
- Code AIOT : 0005101525
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société HEMPEL était spécialisée dans la fabrication, le stockage et la commercialisation de peintures industrielles et marines, d'enduits, de diluants et de produits connexes destinés à un usage uniquement professionnel.

Les activités exercées sur la commune de Saint-Crépin-Ibouwillers étaient réglementées par les arrêtés préfectoraux du 23/07/2013 et du 09/08/2017.

L'établissement était classé Seveso seuil haut. Un arrêté préfectoral du 22/07/2013 instaure des servitudes d'utilité publique autour du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité – Mise en sécurité au titre de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 12/08/2021, article R. 512-39-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que les termes de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement sont respectés.

Du fait de l'arrêt définitif des activités exercées par la société HEMPEL France, il est proposé d'abroger l'arrêté préfectoral du 22/07/2013 instaurant des servitudes d'utilité publique. Un projet d'arrêté en ce sens est joint au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/08/2021, article R. 512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: <p>I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III. En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>
Constats : <p>Par courrier du 25/01/2021, la société HEMPEL a notifié à madame la préfète de l'Oise la cessation des activités qu'elle exerçait sur la commune de Saint-Crépin-Ibouwillers à compter du 01/02/2021. Ce courrier précisait que :</p> <ul style="list-style-type: none">• la société n'entreposerait et ne manipulerait plus aucune peinture, diluant ou produit chimique ;• les déchets et autres produits dangereux seraient totalement évacués ;• les risques d'incendie et d'explosion seraient éliminés. <p>Une inspection a été menée le 29/01/2021 afin de contrôler le respect de ces dispositions (voir rapport du 21/09/2021 référencé IC-R/0071/21-ED/SL). Lors de cette visite, il avait notamment été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none">- la totalité des stockages et équipements (GRV, déchets, robot de palettisation, ...) n'avait pas été évacuée ;- les utilités n'avaient pas été coupées. <p>Lors de la visite du 30/08/2023, il a été constaté que la totalité des stockages et équipements liés aux activités de la société HEMPEL ont été évacués.</p> <p>Le site, propriété de la société HEMPEL, est loué à la société AS 2 PACK qui exerce des activités de stockage de cartons d'emballage. Le personnel présent sur site est composé de 4 personnes. En dehors des horaires d'ouverture du site, le portail d'accès est fermé et un dispositif de surveillance périmétrique du site est mise en œuvre.</p> <p>Par ailleurs, des travaux de dépollution du site sont en cours (dossier suivi par la cellule Sites et Sols Pollués de la DREAL Hauts-de-France). La zone où sont réalisés ces travaux est entièrement clôturée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet